

bulletin hebdo



LA STABILITE MENACEE

Managua, 1er mai (ANN). Il n'a pas fallu longtemps à la police pour trouver une piste sérieuse dans l'enquête sur l'attentat contre le restaurant où se trouvait la présidente Violeta Chamorro. Les suspects sont d'anciens contras liés à Oscar Sovalbarro, alias Ruben, le numéro deux de la "Résistance". Ces faits interviennent au moment où l'extrême-droite s'agite de nouveau et où le gouvernement semble s'engager dans la voie de la confrontation avec les sandinistes.

COUP MONTE CONTRE LES SANDINISTES?

Dans la nuit du 27 au 28 avril, deux inconnus à bord d'une voiture ont tiré sur le restaurant de l'hôtel Intercontinental, où la présidente assistait à un mariage, puis sur le siège du Centre d'études constitutionnelles et enfin sur les installations d'une brigade militaire. La présence de témoins a permis à la police d'orienter ses recherches vers deux anciens contras liés à l'Institut des rapatriés, dirigé par Ruben, le numéro deux de la "Résistance", lui-même allié au vice-président de la République Virgi-

lio Godoy. La voiture et l'arme qui ont été utilisées appartiennent à un haut fonctionnaire de l'Institut, Maximino Rodriguez. Cet ancien contra avait été signalé comme l'un de ceux qui avaient intérêt à la mort d'Enrique Bermudez, dont l'assassinat n'a toujours pas été éclairci.

L'attentat contre la présidente a été immédiatement condamné par le journal sandiniste Barricada, qui l'attribuait à l'extrême-droite dont il dénonçait les menées destabilisatrices. De son côté, le quotidien La Prensa s'était empressé d'accuser les sandinistes, tout comme V. Godoy qui suggérerait même la possibilité d'un "coup d'Etat technique" contre V. Chamorro pour sortir de la crise. Aujourd'hui que l'enquête désigne la tendance de la contra liée au vice-président, la même qui avait tenté une sédition dans la Région V en octobre 1990, la thèse des sandinistes selon les

SOMMAIRE

La stabilité menacée

Un an de lutte syndicale

Malaise au ministère de l'Intérieur

Pour un programme du FSLN plus audacieux

Critiques au projet de programme et de statuts du FSLN

Question de dignité

Les femmes, premières victimes de la crise

El Salvador : premiers accords

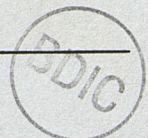
Haïti : transparence et épuration de l'Etat

Alphabétiser trois millions d'haïtiens

Endara et Menem s'allient à Bush contre Cuba

En bref

40 P 11481



quels l'extrême-droite exerce des pressions pour pousser le gouvernement à la confrontation avec le FSLN se trouve confirmée. D'autres éléments tout aussi graves qui ont précédé les violences de l'autre nuit complètent ce cadre de tension.

LA STRATEGIE DE LA TENSION

On constate tout d'abord une recrudescence de l'activité de l'extrême-droite qui s'est manifestée il y a deux semaines par la décision d'environ 150 contras de reprendre les armes dans le nord du pays. De même, selon le quotidien d'opposition *El Nuevo Diario*, les "Brigades de salut national" créées par V. Godoy et ses partisans lors de la greve de juillet dernier seraient sur le point de lancer à nouveau une rébellion dans la Région V, prenant prétexte des graves conflits pour la terre qui opposent dans cette zone les contras démobilisés et les coopératives. Ces actions restent marginales et n'ont que peu de chance de parvenir à leur objectif, la chute de la présidente et de son gouvernement. Elles représentent cependant des pressions pour que celui-ci élimine les sandinistes des postes de responsabilité qu'ils occupent encore.

Il semble bien que l'on assiste à ce que Barricada appelle "un réalignement des forces" au sein de l'UNO et à une alliance entre une partie du gouvernement et le secteur extrémiste. Deux faits ont en effet mis les sandinistes en alerte.

ATTAQUES FRONTALES

Le premier est la tentative de destitution du chef de la Police, le sandiniste René Vivas. La semaine dernière, la presse d'opposition a révélé que le ministre de l'Intérieur, Carlos Hurtado -ancien membre de la contrava - avait demandé à R. Vivas de démissionner puis, devant son refus, avait voulu le destituer. Cette manoeuvre a provoqué une forte réaction des cadres supérieurs de la police, qui ont publié immédiatement un communiqué dans lequel ils se solidarisent avec leur chef et demandent au ministre de le reconfirmer publiquement dans son poste. Cette tentative, qui a été bloquée par le ministre-conseiller de la présidence Antonio Lacayo, viole ouvertement les Accords de transition passés entre le FSLN et l'UNO dans le but de garantir un minimum de stabilité et par lesquels le gouvernement s'engage à ne pas changer les cadres de la Police et des Forces armées. Pour V. Godoy, le gouvernement "est prisonnier de la police et de l'armée, contre lesquels il n'est capable de rien faire".

La seconde menace grave vient des députés de l'UNO qui ont introduit au Parlement une proposition de loi pour abolir les décrets 85 et 86. Ces deux textes, promulgués avant le changement de gouvernement, donnent en toute propriété des maisons et des terrains appartenant à l'Etat ou aux municipalités à ceux qui les occupaient avant les élections de 1990. Selon le Mouvement commu-

nal, 400 000 personnes sont susceptibles d'être jetées à la rue. Rien qu'à Managua, ce sont en total 200 quartiers dont les terrains ont été donnés par le gouvernement révolutionnaire à leurs occupants, la majorité y étant installée depuis longtemps. Les bidonvilles sont également concernés. Daniel Ortega, qui occupe depuis 1979 la maison d'un somoziste qui avait fui, est directement menacé, puisque la présidente elle-même a déclaré publiquement qu'il devra la rendre.

Cette affaire a été prise très au sérieux par le FSLN. Il a annoncé que si cette loi était votée et si l'exécutif n'y opposait pas son veto, il se retirerait de l'Assemblée.

Si l'on ajoute à cela que, selon des déclarations de Daniel Ortega, Washington a demandé à Violeta Chamorro lors de son récent voyage aux Etats-Unis de restituer toutes leurs propriétés aux somozistes, on voit se dessiner une offensive globale qui pourrait bien déboucher sur la confrontation que beaucoup, jusqu'à présent, ont tenté d'éviter. De leur côté, les dirigeants sandinistes ont nettement haussé le ton. Daniel Ortega s'en est pris à la présidente qu'il a accusée d'être allée faire des sourires au gouvernement étatsunien et de revenir lancer des insultes et des calomnies contre les nicaraguayens, au lieu de travailler à la réconciliation. "La présidente agit dans un esprit de revanche, un esprit peu chrétien". Un éditorial de Barricada, publié après la découverte des suspects de l'attentat contre l'Intercontinental, estime que le gouvernement ne respectera les Accords de transition, qui ont permis la stabilité, que sous la pression populaire. "Face à ces menaces, le FSLN doit reprendre l'initiative politique dans la lutte des masses et au Parlement".

UN AN DE LUTTE SYNDICALE

Adrian Meza

Managua, 1er mai (ANN/Barricada). La célébration de ce 1er mai appelle à une réflexion sur les acquis, les difficultés et les perspectives du mouvement syndical après une année de lutte des travailleurs nicaraguayens.

Le gouvernement de Violeta Chamorro, après avoir fait aux travailleurs toutes sortes de promesses, a révélé sa véritable nature plus tôt que prévu. La suspension de la loi qui protège le statut des fonctionnaires et la révision de toutes les conventions collectives ont été comme des sonnettes d'alarme.

Après les grèves de mai et de juillet 1990, formidables batailles de la classe ouvrière, le gouvernement a parié sur la fatigue et l'usure, passant des accords qu'il ne respectait pas, en signant de nouveaux qu'il n'appliquait pas davantage. Apprenant à utiliser les médias, il a proclamé l'avènement de l'ère de la concertation et de la ré-

conciliation, tandis que dans les entreprises il réprimait les syndicats révolutionnaires. Mais cette concertation se réduit aux panneaux plantés au bord des routes et aux spots à la télévision. La situation sociale continue à être marquée par la confrontation entre un gouvernement qui ne perd aucune occasion de s'en prendre aux conquêtes des travailleurs et des syndicats qui, indépendants des mouvements qui affectent les partis politiques, combattent pour leur espace vital et leurs revendications. Le "plan d'ajustements structurels" est appliqué malgré son énorme coût social. Le débat économique tourne autour des quelques millièmes de points dont va être réduite ou non l'inflation, tandis que la faim, la misère, le chômage s'aggravent. Aujourd'hui les riches sont plus riches et les pauvres plus pauvres.

METHODES DE LUTTE

Le mouvement syndical a dû modifier ses méthodes d'action. Lors des premières grandes grèves, les Confédérations et les Fédérations ont pris le pouls de leur base et ont mesuré le soutien réel de leurs adhérents. Elles ont adapté leur méthodes de communication et de mobilisation aux nouvelles conditions et ont mené la bataille cruciale pour l'opinion publique. Le débat syndical s'est centré sur l'usage de la grève comme forme de lutte alors que la majorité des secteurs sociaux semblent pencher pour la stabilité même au prix des revendications urgentes et justes. Cependant, dans la mesure où ces secteurs sont touchés par la politique gouvernementale, la lutte acquiert des dimensions différentes et la solidarité s'exprime, comme on le voit actuellement avec la lutte des travailleurs du Centre de convention Olof Palme.

Les syndicats n'écartent pas la grève comme moyen d'action, mais prennent soin que les services vitaux pour la population ne soient pas affectés de façon dangereuse. La grève de la Fédération de la santé (FETSALUD) illustre ce souci de ménager les intérêts des travailleurs en lutte et ceux de la population.

Par ailleurs, le mouvement syndical a saisi les avantages de la décentralisation des luttes. Face à un gouvernement qui réprime entreprise par entreprise, le Front national des travailleurs a compris, comme on l'a vu lors des accords de mars, le besoin de chaque syndicat et chaque fédération de mener la lutte pour ses revendications dans l'espace qui lui est propre. La grève des banques a été un bon exemple de cette conception selon laquelle la direction du mouvement syndical révolutionnaire laisse à ses structures de base l'initiative dans le combat pour leurs propres revendications.

Le mouvement syndical a mené la bataille sur le plan juridique au point de devenir une des principales forces qui font de la défense de l'Etat de droit et de la constitution une de leurs luttes permanentes. Il n'a cependant pas commis l'erreur de croire que la voie juridique peut remplacer la lutte dans la rue et a su éviter le piège du léga-

lisme, sans tomber dans la méconnaissance ou le mépris du recours légal.

UNE EMBUSCADE A LA POLICE

Une des expériences les plus importantes a été la nécessité de se situer face à l'armée et à la police. Les dirigeants syndicaux et les travailleurs ne sont pas tombés dans l'embuscade tendue par les secteurs les plus réactionnaires du gouvernement, qui ont voulu provoquer l'affrontement entre la police et les travailleurs. Le gouvernement bourgeois bénéficie juridiquement de l'obéissance d'une police formée selon des principes et des valeurs idéologiques qui l'identifient avec le secteur social auquel on veut l'affronter. Seule l'extrême maturité et la responsabilité des syndicalistes révolutionnaires et des policiers ont permis, malgré de récents incidents, que jusqu'à présent la bourgeoisie ne soit pas parvenue à une fracture politique.

Le mouvement syndical a su voir que la lutte est dirigée contre ceux qui cachent derrière le masque "civique" de ministres conciliateurs les intérêts économiques et politiques de la bourgeoisie néolibérale. Défense de l'emploi, lutte contre le chômage, des salaires justes, institutionnalisation des acquis sociaux par des réformes législatives, droit des travailleurs à la propriété des entreprises et à la participation à leur gestion: tels sont les objectifs qui font bouger aujourd'hui des milliers de travailleurs. Le grand combat commence à peine.

MALAISE AU MINISTERE DE L'INTERIEUR

Managua, 30 avril (ANN). Sous le gouvernement sandiniste, on pouvait lire cette inscription à l'entrée principale du Ministère de l'Intérieur: "Ministère de l'Intérieur, sentinelle de la joie du peuple". Ce slogan un peu emphatique n'était pas contredit par la réalité, celle d'une institution bien différente de ce que l'on connaît en Amérique latine. Aujourd'hui, le "Ministerio de gobernacion" (MINGO), comme l'a rebaptisé le gouvernement Chamorro, soumet ses employés à de fortes pressions économiques et politiques. Rigoberto, un employé du système pénitentiaire, décrit le malaise de nombre de ses collègues et les contradictions dans lesquelles ils se débattent.

Des revenus en dessous du minimum vital, un emploi précaire et une indifférence totale du ministre face à leurs problèmes sont à l'origine d'un mécontentement croissant chez les travailleurs du ministère de l'Intérieur. Rigoberto s'est intégré à 16 ans dans la lutte antisomoziste et a assumé des responsabilités importantes au sein de la guérilla sandiniste. Entré au MINT après le triomphe de la Révolution, il travaille depuis plusieurs années dans le système pénitentiaire. "La situation au

MINT n'a jamais été rose, mais nous avons toujours pu disposer de certains fonds pour alléger nos difficultés. Par exemple, lorsqu'il y avait des dévaluations, le ministère nous ajustait nos salaires et notre paquet AFA (complément salarial en nature) contenait toujours plus d'articles que prévu. Mais aujourd'hui, notre salaire est systématiquement amputé, et cela sans aucune justification. C'est la première fois que le gouvernement me vole". Les revenus des travailleurs du MINGO leur suffisent rarement pour faire face à l'indispensable. Ils doivent aujourd'hui payer eux-mêmes leur uniforme, alors que la majorité d'entre eux gagnent entre 40 et 150 dollars par mois. *"Beaucoup de collègues ont peur de voir leurs enfants tomber malades car ils savent qu'ils n'ont pas de quoi acheter des médicaments".* Pour Rigoberto, il est clair que le gouvernement cherche à démolir les travailleurs du ministère de l'Intérieur, considéré comme un bastion du sandinisme.

La politique d'austérité affecte non seulement les travailleurs mais également l'institution, ainsi que le démontre entre autres la situation dans les prisons. *"Avant, la droite nous accusait toujours d'être répressifs, brutaux et de laisser les prisonniers mourir de faim. Aujourd'hui, ils veulent nous obliger à faire exactement ce qu'ils nous reprochaient alors pour nous discréditer auprès de l'opinion publique".* Le gouvernement sandiniste assurait 60% de l'alimentation des prisonniers et leur fournissait leurs vêtements. *"Le gouvernement actuel ne leur donne pas de linge et garantit seulement 40% de leur alimentation. Le reste, ils doivent le demander à leur famille".*

En cas d'intervention contre les travailleurs en grève, il est fait appel au personnel de divers départements du MINGO pour renforcer les unités anti-émeutes. Rigoberto a refusé, en déclarant qu'il ne se prêterait pas à la répression. Ses supérieurs, encore sandinistes dans leur majorité, l'ont placé sous contrôle pendant quelques heures. Le conflit, même s'il n'a pas éclaté cette fois-ci, est inévitable à moyen terme, compte tenu des pressions auxquels sont eux-mêmes soumis les cadres du ministère. Le fameux concept de professionnalisation des forces de l'ordre est l'objet d'interprétations très diverses. *"Ils disent que nous sommes des professionnels et que nous devons obéir aux ordres. Moi, je comprends par professionnalisation une meilleure préparation technique, par exemple dans des domaines comme la radio, mais pas dans celui de la chasse à l'homme".* Rigoberto signale que le gouvernement est le premier à violer cette professionnalisation en ne respectant pas les structures hiérarchiques: *"Le ministre Lacayo donne des ordres à la police sans autorisation, il lui fixe même les délais pour réaliser ses opérations".*

A la suite des premières interventions répressives contre des grévistes, qui ont coïncidé dans le temps avec les problèmes de salaires amputés, Rigoberto et certains de ses collègues ont décidé d'agir. Ils ont tout d'abord rédigé un communiqué dans lequel ils exigeaient des augmentations de salaire et l'arrêt de la répression contre les tra-

vailleurs en grève. Même s'ils ont rencontré une certaine compréhension de la part de leurs supérieurs hiérarchiques, ils savent que les conflits sont inévitables. Selon le règlement intérieur du MINGO, "les demandes collectives sont interdites", ce qui suppose implicitement l'interdiction d'organiser des syndicats. Rigoberto et ses collègues se sentent dans une impasse. Certains envisagent de démissionner dans le cadre du plan de reconversion. Nombre d'entre eux sont issus de la lutte antisomoziste et de la guérilla et se trouvent confrontés à des contradictions insupportables. Les travailleurs du MINGO craignent qu'une fois discrédités auprès de la population pour le rôle répressif que l'on veut leur faire jouer, une "purge" parmi eux ne rencontrerait que l'indifférence des syndicats et des forces sandinistes. Cela faciliterait la formation d'un appareil répressif avec un personnel "de toute confiance". *"Nous devons défendre notre travail dans le MINGO, au moins pendant les cinq ans qui viennent",* estime Rigoberto. *"Nous ne devons pas accepter qu'ils nous remplacent car certains voudraient organiser des escadrons de la mort comme au Salvador ou au Honduras. Démissionner équivaudrait à signer notre arrêt de mort car la chasse aux sandinistes est ouverte".*

Comment résister? "Nous ne savons pas encore si nous mènerons des actions ponctuelles ou suivies". Ils n'écartent pas l'idée d'une grève de la faim ou d'une occupation des locaux du MINGO, tout en étant conscients des risques que cela comporterait. Rigoberto assure que le mécontentement et la disposition à résister gagnent beaucoup de secteurs du ministère, y compris au sein de la police. Les travailleurs veulent aujourd'hui engager le dialogue avec leur ministre, mais si cette tentative échoue, la situation sera explosive. Rigoberto avertit: *"Le MINGO et l'armée sont actuellement les garants de l'équilibre. Si l'on y touche, il y aura une révolte".*

POUR UN PROGRAMME DU FSLN PLUS AUDA- CIEUX

Daniel Alegria

Managua, 1er mai (ANN). Les attaques répétées contre le FSLN survenues ces derniers jours semblent indiquer que l'aile dure de l'UNO se sent forte et estime que l'heure est venue d'en finir avec le sandinisme. Si, jusque-là, la stratégie à adopter vis-à-vis de l'opposition était un point de divergence entre les "modérés" et les "durs" du gouvernement, aujourd'hui, les sandinistes ne peuvent plus se fier à ces nuances. C'est dans ce climat de tension que se déroule la préparation du premier congrès du FSLN et que la base discute des projets de programme et statuts du parti. Les sandinistes n'ont pas encore dépassé la crise liée à la défaite électorale mais l'agressivité actuelle du gouvernement pourrait agir comme un facteur de cohésion et donner à ce congrès un caractère plus combatif que prévu.

L'existence de courants au sein du FSLN a laissé penser jusque là à une éventuelle rupture au sein du parti. Le courant qui s'est imposé, celui des "pragmatiques", partant d'une analyse du nouveau contexte international et de la faillite des pays socialistes, plaide pour des relations différentes avec le gouvernement Chamorro. Cette tendance, représentée par des dirigeants sandinistes reconnus, est de fait celle qui avance des propositions concrètes. Le courant dans lequel se retrouve souvent les militants de base se caractérise par une plus forte radicalisation : on y estime que trop de concessions sont faites à un gouvernement bourgeois dont l'objectif est la destruction du sandinisme. Mais ces "principistes" ne sont pas parvenus pour le moment à s'exprimer en tant que courant porteur de propositions alternatives, hormis par la voix des syndicats.

Si les militants attendent beaucoup du congrès, à l'heure d'exprimer leurs propositions et leurs doutes sur le programme et les statuts du parti, la participation aux discussions à la base est faible. Pour certains, cela se doit à la crise économique et au chômage qui retranchent chacun dans une lutte quotidienne pour la survie. D'autres estiment que le FSLN a perdu sa crédibilité, que les gens sont fatigués ou qu'ils attendent de voir ce qui se passera au congrès avant de décider s'ils suivent ou non le parti.

Malgré cette désaffection, les discussions qui se mènent depuis plusieurs semaines ont été dynamiques. Les militants, dans leur ensemble, jugent le programme trop conjoncturel et trop à court terme, plus proche d'un plan de lutte que d'un véritable programme. Certains le voient même comme une simple liste de revendications économiques adressées au gouvernement et qui ne reflète pas la pensée sandiniste. A ceux qui défendent un programme politique et non idéologique, ils répondent en réclamant par exemple que le caractère anti-impérialiste du FSLN soit plus nettement exprimé. Un autre des points fortement discutés est la reconnaissance de la voie électorale comme unique méthode d'accéder au pouvoir et la condamnation de tout type de violence politique et de terrorisme. Certains voient là comme un reniement des origines du FSLN et pensent que si les élections sont la meilleure manière d'accéder au pouvoir, il n'est pas exclu que ce gouvernement ou un autre réduise tellement les espaces démocratiques qu'il n'y aurait pas la possibilité de participer à des élections honnêtes. Le FSLN ne doit donc pas se priver du recours à toutes les formes de lutte possibles, y compris la lutte armée si cela est nécessaire. Ce langage peut sembler à contre-courant de l'histoire, mais il est impossible de présumer du contexte politique de demain.

La participation des militants de base à son élaboration devrait donc enrichir le programme du FSLN et le rendre plus audacieux. Aujourd'hui, du fait de l'attitude agressive du gouvernement et de sa volonté affichée d'en finir avec le sandinisme, il est probable que ce congrès, qui paraissait condamné à n'être qu'un "mini congrès de

transition", revêtra une importance majeure et que, loin de déboucher sur une division des forces sandinistes, le FSLN en ressortira plus soudé.

CRITIQUES AU PROJET DE PROGRAMME ET STATUTS DU FSLN

Voici quelques unes des critiques exprimées au cours des assemblées de base et à travers les médias sandinistes.

STATUTS

Le FSLN se définit dans ses statuts comme un parti révolutionnaire et anti-impérialiste. Il veut être le parti de tous les nicaraguayens qui se reconnaissent dans son programme, qui est de fait pluriclassiste. Il défend les "idéaux les plus nobles de l'humanisme socialiste". Or, à aucun moment, le projet n'explique concrètement ce que cela signifie.

Un des principes de base est la liberté d'expression. Certains voient là une contradiction avec le paragraphe qui signale que les militants ne peuvent exprimer une opinion contraire aux décisions du FSLN en dehors des instances du parti.

Organes de direction : le congrès est l'instance supérieure du parti. Il se réunit tous les trois ans, sauf en cas de congrès extraordinaire, avec au maximum 600 délégués. Entre deux congrès, l'Assemblée sandiniste, élue par le congrès, représente l'instance de décision, qui se réunit au moins deux fois par an. Or les 120 membres de l'Assemblée sandiniste, les secrétaires départementaux, le secrétaire général de la Jeunesse Sandiniste et le chef du groupe sandiniste à l'Assemblée nationale sont automatiquement membres du congrès, ce qui réduit les sièges des délégués de la base.

La Direction nationale a une fonction exécutive et répond devant le congrès et l'Assemblée. Elle est composée au maximum de onze membres élus et elle désigne un secrétariat exécutif qui l'appuie dans ses fonctions. Selon certains, la Direction nationale devrait être subordonnée à l'Assemblée sandiniste et son secrétariat devrait être élu. D'autres estiment même qu'un comité exécutif nouveau devrait être constitué, la Direction nationale devenant une sorte d'instance honorifique présidant aux réunions de ce comité.

COMMISSION D'ETHIQUE. Elle est composée de dix membres élus par le congrès et répond devant celui-ci. Certains critiquent le fait qu'elle ne peut informer l'Assemblée sandiniste sur son travail que par l'intermédiaire de la Direction nationale.

PROGRAMME. Le caractère "transitoire" du programme est notoire dans les références constantes faites à la paix, la réconciliation et la stabilité nationale, à l'armée et la police en tant que forces "constitutionnelles" et populaires. Par contre, il manque une proposition pour les paysans, les petits commerçants et artisans indépendants, le secteur informel alors que ces groupes sont politiquement décisifs et que les erreurs commises par le FSLN envers eux ont eu un poids énorme dans l'échec électoral.

Le programme reprend les revendications du programme de 1979 du FSLN mais n'inclut pas certains principes du sandinisme historique, tel que le latino-américanisme.

Il manque une proposition pour une politique culturelle et pour le développement scientifique et technique.

QUESTION DE DIGNITE

Managua, avril (ANN/Barricada internacional). La visite du roi d'Espagne tout comme le discours prononcé récemment par Violeta Chamorro devant le Congrès des Etats-Unis mettent clairement en évidence la mentalité de colonisés qui caractérise les membres du gouvernement.

Les préparatifs de la visite de Juan Carlos II et de la reine Sophie, destinés à cacher notre misère, avaient quelque chose de vraiment pathétique. Les fontaines lumineuses construites sur l'Avenue Simon Bolivar ressemblent à de grands pots de fleurs d'où jaillit un minable jet d'eau: elles n'avaient aucune chance d'impressionner le roi d'Espagne qui peut admirer celles de l'Alhambra. Le seul résultat obtenu, c'est le rejet des Nicaraguayens, frappés par la crise que nous traversons, dans ce pays où l'eau est rationnée et où le gouvernement vient de demander aux plus pauvres de se sacrifier encore davantage pour assainir l'économie.

De plus, le jour de l'arrivée des monarques espagnols, le gouvernement a fait violemment disperser une manifestation pacifique de travailleurs face au Palais présidentiel. Cette intolérance, en plus d'être anti-constitutionnelle, fait également la preuve de la nature servile du gouvernement, qui n'a finalement trompé personne et encore moins nos visiteurs.

Les discours officiels prononcés par Violeta Chamorro, le maire de Managua Arnoldo Aleman et le président de l'Assemblée Alfredo César étaient marqués par l'anti-sandinisme et le manque de dignité. Tandis que la présidente répétait que "nous sommes tous espagnols", A. Aleman s'en prenait aux sandinistes et A. César se montrait visiblement impressionné par la présence royale. On aurait dit que nous étions revenus au temps de la conquête, des petits miroirs et de la verroterie.

Il s'agissait pour eux, essentiellement, de promouvoir la figure de Violeta Chamorro et du roi comme symboles de la transition entre la dictature et la démocratie. Cependant, le roi s'est chargé lui-même de faire les rectifications historiques qui s'imposent. Faisant preuve de la grandeur qui manquait à ses hôtes, le monarque, dans un discours prononcé à l'Assemblée nationale, a signalé que c'était les sandinistes qui avaient mis fin à la dictature et avaient consolidé le chemin vers la démocratie. Il a également insisté sur l'honnêteté qui a présidé aux élections, la dignité et la rectitude politique dont ont fait preuve le FSLN en acceptant les résultats.

C'est le même état d'esprit qui a régné au cours du voyage que la présidente vient d'effectuer à Washington. Violeta Chamorro, parlant devant le Congrès -où, selon la presse étatsunienne, il y avait tellement peu de congressistes qu'il avait fallu remplir les gradins avec le personnel administratif- a fait un lapsus révélateur. "*Je me sens en campagne*", a-t-elle lancé en levant les bras. Personne n'a pu lui souffler qu'elle est au pouvoir depuis un an et que de toutes façons ce ne sont pas les membres du Congrès qui votent au Nicaragua. Cependant, le pire vint après: la présidente a en effet annoncé sa volonté d'abolir la loi qui empêche l'exécutif de renoncer à l'indemnisation par les Etats-Unis des dommages occasionnés lors de la guerre contre-révolutionnaire, indemnisation à laquelle Washington a été condamné en 1986 par la Cour internationale de justice de La Haye. Selon Violeta Chamorro, cette loi est un obstacle à l'établissement de bonnes relations entre les deux pays. En réalité, la Maison Blanche exerce de fortes pressions sur le gouvernement nicaraguayen pour qu'il referme le dossier; elle suggère qu'en échange le Nicaragua pourrait peut-être recevoir un meilleur traitement. Le plus ironique de l'affaire est que le gouvernement étatsunien use de tout son pouvoir à l'ONU afin d'obtenir de l'Irak une indemnisation pour les dommages causés au Koweït mais ne peut recourir à la Cour internationale de justice parce que, justement, il ne reconnaît pas son autorité depuis qu'elle l'a condamné au profit du Nicaragua.

Tout se passe comme si le gouvernement Chamorro voulait nous convaincre qu'il vaut mieux demander pardon aux Etats-Unis et renoncer à nos droits légitimes. Mais dix ans de Révolution ont modifié la mentalité de beaucoup. Ce gouvernement semble oublier que l'un des changements les plus profonds a été la restauration de notre dignité et de notre identité comme nation.

LES FEMMES, PREMIERES VICTIMES DE LA CRISE

Managua, 22 avril (ANN/Barricada). Quelles sont les conséquences des ajustements économiques sur la vie familiale, professionnelle et sociale des nicaraguayennes? Une enquête de la Fondation internationale pour

un défi économique global (FIDEG) montre qu'elles sont plus durement touchées que les hommes par ces mesures qui entraînent chômage, disparition ou diminution des allocations et de la couverture sociale, réduction du pouvoir d'achat et désertion scolaire. Voici quelques uns des résultats de cette enquête réalisée à Managua, Léon et Esteli auprès de 162 femmes.

LES FEMMES CHEFS DE FAMILLE

Près de 3/4 des foyers visités sont de fait sous la responsabilité de la femme. Le niveau d'éducation de ces femmes chefs de famille (divorcées, séparées, veuves, mères célibataires) est souvent bas. 16,7 % d'entre elles ne sont jamais allées à l'école (6 % chez les hommes) et plus de la moitié d'entre elles n'ont fréquenté que l'école primaire (38,5 % chez les hommes).

35,2 % des foyers peuvent satisfaire leurs besoins élémentaires alors que 64,8 % sont pauvres, à des degrés divers: ils vivent dans de mauvaises conditions (constructions précaires, pas d'installations sanitaires), les enfants fréquentent peu, ou ne fréquentent pas l'école, la plupart des adultes sont au chômage. Dans les foyers où la femme est chef de famille, la proportion des cas de pauvreté ou d'extrême pauvreté augmente (81,4 % et 37,5 %).

DES CONDITIONS DE VIE QUI SE DETERIORENT

Le chômage est une réalité pour 29 % des foyers visités. La désertion scolaire n'est totale que dans les familles les plus pauvres : 17 % affirment avoir été obligées de retirer leurs enfants de l'école.

Les mesures économiques ont affecté les habitudes alimentaires de 70 % des personnes interrogées qui, dans la plupart des cas, suppriment ou réduisent la consommation de lait et de viande. La crise se note également dans la réduction de la consommation d'eau (32,7 % des personnes interrogées), d'électricité (31,5 %) et de produit de combustion pour cuisiner (29 %), ainsi que dans la baisse de la fréquentation des services de santé (63,4 %). 77,2 % des foyers ne disposent pas d'un lieu spécifique pour cuisiner, ni de réchaud à gaz ou électrique. Ce chiffre atteint 90 % dans les cas d'extrême pauvreté, ce qui oblige les femmes "à investir une grande partie de son temps et de son énergie à garantir la reproduction de la force de travail de son foyer", selon la FIDEG. 33 % des femmes interrogées constatent que le travail ménager a augmenté au cours des six derniers mois, contre 15 % qui affirment le contraire.

PRECARITE PROFESSIONNELLE ET MARGINALISATION SOCIALE

69 % des travailleuses salariées se trouvent en situation précaire et 100 % des travailleuses indépendantes se disent frappées par les mesures économiques.

Une autre conséquence directe des ajustements économiques est la baisse de l'insertion sociale des femmes, qui voient tout leur temps absorbé par la résolution des problèmes de la vie quotidienne. 64,2 % des femmes interrogées estiment que leur participation à la vie sociale a diminué au cours des six derniers mois. La plupart d'entre elles déplorent cet isolement qui les prive de défense.

La FIDEG conclut que l'absence de programmes de développement destinés aux femmes met ce secteur dans une position extrêmement vulnérable et que cet état de fait risque de s'aggraver dans l'avenir. La Fondation préconise des actions spécifiques car les femmes "constituent le noyau de l'unité familiale et c'est sur elles que repose l'accroissement de la force de travail indispensable au redressement et au développement de notre économie".

EL SALVADOR : PREMIERS ACCORDS

Managua, 1 mai (ANN). Après 23 jours de discussion, le FMLN et le gouvernement salvadorien ont signé le 27 avril à Mexico une série d'accords partiels portant sur la réforme constitutionnelle. Bien que les résultats de cette rencontre sont moins importants que ce que l'on espérait, le Commandant Shafik Handal, qui conduisait la délégation du FMLN, a estimé que le processus de paix était en bonne voie et que la prochaine rencontre pourrait être décisive. Le cessez-le-feu, la réorganisation et l'épuration des Forces armées ainsi que la dissolution des groupes paramilitaires y seront à l'ordre du jour.

L'accord de Mexico comporte 24 projets de réformes à la Constitution, qui sont proposés au vote de l'Assemblée législative et dont voici les principaux points:

-La police et les Forces armées seront soumises à l'autorité de ministères différents, la police étant placée sous la direction d'une autorité civile.

-Les services secrets de l'Etat seront indépendants des Forces armées et soumis à l'autorité directe du président de la République

-Le rôle des tribunaux militaires sera redéfini et ils ne statueront plus que sur des questions strictement militaires

-Une majorité de deux tiers sera nécessaire à l'Assemblée pour élire la Cour Suprême de Justice, le Procureur général de la République et le Procureur national pour la défense des droits de l'homme dont la charge va être créée.

-Les membres du Tribunal électoral ne devront être affiliés à aucun parti politique et le pouvoir électoral ne devra pas être dominé par un parti ou une coalition de partis

-Tous les partis politiques légaux auront droit de regard sur le Registre électoral

-Une Commission de la Verité sera constituée pour faire la lumière sur les violences survenues depuis 1980.

La balle est maintenant dans le camp du gouvernement et de l'Assemblée, ainsi que l'a souligné le représentant de l'ONU présent à la table de négociation, Alvaro de Soto. Le FMLN dénonce déjà les premières manoeuvres parlementaires du parti d'extrême-droite ARENA : le 30 avril, il a voté à l'Assemblée un projet de réformes qui s'éloigne du contenu de l'accord de Mexico et vise à perpétuer son hégémonie sur le Tribunal électoral et sur la Cour Suprême de Justice.

Les pressions exercées tout au long des négociations par certains secteurs de la droite et des Forces armées n'ont pas empêché la signature de l'accord qui, bien que limité, ouvre formellement la voie à un changement structurel au Salvador. Mais il faut s'attendre à ce que ces secteurs, qui ont tout à perdre à voir s'instaurer un véritable contrôle civil sur les corps armés et une réelle indépendance du pouvoir judiciaire et électoral, utilisent toutes leurs armes pour empêcher l'accord d'être voté et appliqué, et pour entraver la poursuite des négociations prévue pour la deuxième quinzaine de mai.

HAÏTI : TRANSPARENCE ET EPURATION DE L'ETAT

Stefan Declercq et Sergio Ferrari

Port-au-Prince, Managua, avril 91 (ANN). La réorganisation de l'Etat et la lutte contre la corruption ont été placées au rang de priorités par le nouveau gouvernement haïtien. Pour le président Aristide et son équipe, l'Etat tel que l'a laissé le gouvernement précédent, ravagé par 30 ans de pillage, représente un des principaux obstacles au développement du pays.

N'importe quel aspect de la vie quotidienne semble confirmer cette thèse. Port-au-Prince souffre par exemple d'un manque d'énergie qui dépasse de loin celui que connaissent les autres capitales latino-américaines. Avoir de l'électricité pendant deux ou trois heures par jour est un privilège. Cela pourrait paraître normal pour un des pays les plus appauvris du continent, mais toutes les personnes interrogées répondent que cette situation est essentiellement due à la corruption qui régnait dans ce service

public. Un document officiel publié début 90 estimait qu'avec seulement 5 millions de dollars, il serait possible de remédier à ce problème à court terme. Dans ce contexte, la consigne de transparence lancée par le mouvement Lavalas prend tout son sens.

EN FINIR AVEC LA CORRUPTION : UNE OBSESSION

Depuis février, le nouveau gouvernement a donc consacré tous ses efforts à l'application de certaines mesures, qui ne sont pas sans déclencher la colère de certains secteurs: enquêtes administratives sur les hauts fonctionnaires du gouvernement précédent (y compris la présidente Ertha Pascal), vérification de l'état des comptes de l'administration et des entreprises publiques, épuration du personnel de certains ministères, tout cela "en informant le peuple sur tout", comme l'avait promis Aristide pendant sa campagne.

La restructuration et l'épuration de l'appareil d'état (armée, administration, Justice et Assemblée), la lutte contre la délinquance et pour la séparation de l'armée et de la police sont les lignes d'action prioritaires du nouveau gouvernement. Une mission de la Banque mondiale envoyée à Haïti a signalé dans son rapport que le père Aristide était "obsédé par l'élimination de la corruption, croyant que la fin des problèmes d'Haïti passait par là". Mais le gouvernement, convaincu que de la transparence de l'administration dépend l'amélioration rapide des services publics et sociaux, ne se laisse pas freiner par le manque d'encouragements venus de l'extérieur. Il sait de plus que la consolidation du consensus social dont il bénéficie aujourd'hui est en jeu.

LA PARTICIPATION POPULAIRE

Si cette tâche "d'assainissement" est aux mains du gouvernement central, celui-ci n'a pas pour autant abandonné sa volonté de promouvoir la participation populaire. De nombreuses organisations de base qui luttent contre la dictature sur le terrain de la défense des droits de l'homme ou pour une réforme agraire se rapprochent aujourd'hui du gouvernement. Pour la première fois, ces organisations ne cherchent plus à renforcer un "contre-pouvoir" mais participent aux côtés de représentants du pouvoir à l'élaboration de politiques alternatives au profit des classes populaires. Leur connaissance du terrain les transforme en acteurs importants pour l'avenir. Mais à quelques exceptions près -le mouvement paysan Papay en est une-, il existe peu de structures qui pourraient aider à consolider une relation dynamique entre cette multitude d'organisations de base et l'Etat. Pourtant, ces dernières commencent à se sentir engagées par les décisions gouvernementales, à considérer ce gouvernement comme le leur et à voir que d'elles dépendent en grande partie le profil du futur Etat et les progrès sociaux. La campagne d'alphabétisation qui se prépare est un bon exemple de la réalité haïtienne: "Nous ne voulons pas la

mener mais la coordonner", a déclaré le ministre de l'Education, Lesly Voltaire.

OU SONT LES PARTIS POLITIQUES?

Aujourd'hui, un des éléments frappants du paysage politique haïtien est l'absence presque totale d'audience et de crédibilité des partis politiques, traditionnels ou constitués à la veille des élections, débordés par la dynamique sociale de la lavalas qui maintient toute sa force au moment où elle commence à s'organiser. Seuls quelques secteurs minoritaires se reconnaissent encore dans ces partis. Comme le fait remarquer une sociologue haïtienne, "il faut souhaiter qu'ils soient capables de saisir ce moment historique pour adapter leur politique et leur pratique à la nouvelle réalité et renforcer le processus de démocratisation". Mais tout indique qu'au contraire, grâce aux dix millions de dollars d'aide envoyés par les Etats-Unis aux partis d'opposition, ceux-ci prendront une autre direction.

Le panorama politique haïtien présente un ensemble de signes dont certains sont encourageants et d'autres préoccupants : charisme d'Aristide et relation étroite du président avec les masses, mais faiblesse organisationnelle du mouvement lavalas, armée et macoutes hérités de la dictature. Quelle que soit la volonté du gouvernement, le temps est compté car le peuple est pressé de voir arriver changements et améliorations sociales.

ALPHABETISER TROIS MILLIONS D'HAITIENS

Stephan Declercq et Sergio Ferrari

Port-au-Prince, Managua, avril 91 (ANN). La campagne massive d'alphabétisation dont le lancement est prévu pour le début de l'année 92 devrait toucher trois millions d'Haïtiens sur les 5,5 millions que compte le pays. Haïti présente un des plus forts taux d'analphabétisme du continent, de 75 % dans les zones urbaines à 90 % dans les régions rurales les plus isolées. La Campagne devrait s'étaler sur quatre ans et, selon les estimations du ministère de l'Education, un nombre suffisants d'éducateurs pourra être recruté parmi les 40 000 fonctionnaires, les 8 000 étudiants et les 75 000 élèves du secondaire. L'alphabétisation se doublera d'une campagne de vaccination et de la mise en chantier d'un programme de reforestation pour rétablir l'équilibre écologique détruit par des décennies de déboisement.

"Pour réaliser cette Campagne, il nous faudra peut-être paralyser pendant un temps le système normal d'éducation et cela posera peut-être un problème", explique le ministre de l'Education, Lesly Voltaire. Plus de 80 % de l'enseignement est aux mains d'institutions privées, la plupart du temps religieuses. Il faudra mobiliser environ

100 000 éducateurs, et certaines résistances pourraient surgir. "Nous devons convaincre les parents et si nous y parvenons, la partie sera gagnée". C'est donc une conception "anti-institutionnelle", horizontale, qui préside au projet tel que le décrit la nouvelle responsable de l'Education.

A l'heure où la coopération internationale avec le Tiers monde s'essoufle, le financement de cette aventure est le principal problème. "Nous avons calculé qu'un budget de 70 dollars par personne alphabétisée -donc 210 millions de dollars au total- serait en principe nécessaire". Mais dans un pays où 80 % de la population gagne moins de 100 dollars par an et où 60 % des travailleurs sont au chômage, un tel budget est impensable. En s'appuyant sur la mobilisation populaire, il pourrait être réduit de deux tiers, selon le ministre.

Le gouvernement ne cache pas son espoir d'une aide extérieure pour cette Campagne : la venue de professionnels ayant mené des expériences similaires en Colombie ou au Nicaragua, l'envoi d'une aide en matériel d'alphabétisation ou en devises, ainsi que de brigades d'éducateurs seraient bienvenus. Les langues parlées sur l'île -le français et surtout le créole- limitent cependant l'apport direct des pays latino-américains.

Le Bureau national d'alphabétisation se propose de coordonner l'action de dizaines de petits organismes non gouvernementaux qui ont déjà une expérience en éducation populaire, telle la "Mission Alpha" créée au début des années 80 par des groupes chrétiens et qui compte aujourd'hui plus de 2 000 membres. Ces mouvements, accusés de "fomentier le communisme" par la dictature, ont souvent été victimes de la répression. Le Bureau recense actuellement l'ensemble des ressources humaines et matérielles existant dans le pays. En même temps qu'il s'est mis en quête d'aide extérieure, il prépare un programme de décentralisation des médias -télévision et radios- afin qu'elles deviennent l'un des piliers de la Campagne. La définition des objectifs et des lignes pédagogiques, encore en discussion, fera également partie des tâches du Bureau. Un Comité inter-ministériel, présidé par le ministre de l'Education, a été formé par les représentants de tous les secteurs concernés par la Campagne et un Bureau national des langues traduira le matériel d'alphabétisation en créole. Reste à décider si celui-ci sera déclaré langue officielle du pays.

"Le gouvernement ne veut être que celui qui facilite, pas celui qui exécute", explique le ministre de l'Education, résumant une des conceptions centrale de la nouvelle politique haïtienne, qui convoque tous les habitants à se sentir partie prenante des décisions et des réalisations.

ENDARA ET MENEM S'ALLIENT A BUSH CONTRE CUBA

Eduardo Molina y Vedia

Managua, avril (ANN/El Dia latinoamericano). Après trente ans d'offensive sur tous les fronts contre Cuba, le gouvernement des Etats-Unis veut profiter de sa récente victoire, après le massacre perpétré au Proche-Orient et le climat triomphaliste qui l'a suivi, pour marquer un pas dans l'escalade contre La Havane, cette fois avec l'aval de l'ONU.

Tous les moyens ont été utilisés contre Cuba: rupture des relations diplomatiques, isolement politique, campagnes massives de diffamation dans les médias internationaux, blocus économique, sabotages, guérillas, menaces, débarquements, nombreuses tentatives d'assassinat organisées par la CIA contre Fidel Castro et enfin guerre bactériologique avec l'introduction de germe de fièvres hémorragiques. Tout a été tenté depuis Eisenhower.

Mais l'escalade actuelle présente des aspects nouveaux. Elle est mise en marche par un gouvernement qui, en quinze mois, a massacré les peuples panaméen et irakien, bénéficiant de la passivité complice voire du soutien de la communauté internationale. De plus, dans le second cas, il a obtenu l'aval des quatre puissances ayant droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU et de la majorité des pays qui y sont représentés, ainsi que celui du secrétaire général de l'Organisation, Javier Perez de Cuellar.

PREMIERE CAMPAGNE: CUBA

Les succès militaires et politiques immédiats ont plongé dans une ivresse arrogante le chef des nouvelles croisades du Pentagone, George Bush, qui a annoncé la décision unilatérale des Etats-Unis d'imposer un Nouvel Ordre Mondial. C'est Cuba qui est la cible d'une des premières campagnes lancées sous ce nouveau mot d'ordre. Cette offensive a commencé début mars à Genève au sein de la Commission des Droits de l'homme de l'ONU, qui a approuvé une proposition étatsunienne incriminant tacitement La Havane: la nomination d'un "rapporteur spécial" chargé de faire un bilan de la situation dans l'île.

Quelques jours avant, de hauts fonctionnaires de l'administration Bush avaient pour la énième fois lancé un avertissement à propos du danger de "destabilisation" que représenterait la révolution cubaine pour le continent et ils ont menacé les gouvernements latino-américains tentés de ne pas suivre les Etats-Unis dans leur campagne de les considérer comme victimes de "dépendance idéologique", avec toutes les conséquences qu'il est possible d'imaginer dans les circonstances actuelles.

Malgré le rapide triomphe obtenu lors du vote de la Commission des Droits de l'homme, Bush n'a pas réussi à entamer la diplomatie défensive de l'immense majorité des gouvernements latino-américains qui, à la suite de consultations effectuées auprès du Groupe de Rio, se sont abstenus. Il n'a reçu que l'appui du régime de Carlos Menem, d'Argentine, et de celui de Guillermo Endara, imposé lors de l'invasion du Panama en décembre 1989.

Il s'agit là de soutiens qui en réalité affaiblissent les positions de l'empire. Pour parvenir à renforcer le blocus, à isoler La Havane, à accroître sa pression et même à intervenir militairement, Washington a besoin d'un certain consensus, d'une justification aux yeux de l'opinion publique mondiale et des régimes représentés dans les organismes internationaux. Il est superflu de préciser que la situation des droits de l'homme à Cuba n'est que le masque cynique de cette agression, dont le dénouement prévu n'est rien moins que l'occupation militaire de l'île, avec ou sans l'aval tacite ou exprimé des organismes mondiaux ou régionaux. Pour cela, le thème des droits de l'homme à Cuba sera utilisé comme un instrument pour déformer la réalité cubaine et préparer le terrain à de nouveaux massacres. Une opération semblable à la "défense de la souveraineté du Sultanat de Koweït", qui ne fut en réalité que l'utilisation d'une caste autoritaire et attardée, enkystée dans une enclave néo-coloniale, pour dominer les réserves de pétrole.

ENDARA ET MENEM

Ce n'est pas par hasard que Bush n'a obtenu l'appui que de deux régimes qui suivent aveuglement ses ordres. Le gouvernement du Panama, parce qu'il a été mis au pouvoir au milieu de féroces bombardements. Celui d'Argentine parce qu'il a manifestement choisi la servilité mercenaire, comme le prouve sa honteuse participation à la guerre du Golfe et les justifications utilitaires qu'il en a donné. C'est ce même régime qui a amnistié à la fin de l'année dernière les militaires génocides responsables de la terreur d'Etat entre 1976 et 1983 et qui a relâché début 91 de dangereux délinquants, dont beaucoup étaient condamnés à perpétuité, leur faisant payer en secret leur libération. C'est enfin ce gouvernement qui impose une politique condamnant le peuple à la faim et à la misère tout en bradant les entreprises publiques et les richesses nationales.

Il se trouve également qu'Endara et Menem sont deux présidents dont le destin est discuté par leurs Assemblées nationales respectives, qui évoquent la possibilité de leur faire un procès pour avoir manqué de façon flagrante à leurs devoirs de fonctionnaires publics. En effet, en mars, l'Assemblée panaméenne a accusé Endara d'outrage à la Patrie pour "avoir demandé l'intervention de l'armée étatsunienne dans les affaires internes du pays", violant ainsi la constitution et le Code pénal. En Argentine, des secteurs du parti Union civique radicale

(d'opposition) et du propre parti de Menem ont commencé à parler de destituer le président et de lui faire un procès pour la libération des délinquants en échange de fortes sommes et pour les nombreuses escroqueries et extorsions qui entachent les sphères gouvernementales.

Tels sont les régimes qui, drapés dans leurs faux habits de défenseurs des droits de l'homme, ont soutenu aux Nations Unies la sinistre conjuration étatsunienne uniquement destinée à préparer une nouvelle boucherie. Mais en compagnie d'Endara et de Menem, Bush, les gouvernements qui l'ont appuyé au sein de la Commission de l'ONU et même le "rapporteur spécial" (désigné par le secrétaire général de l'ONU désormais discrédité) manquent de véritable légitimité et n'ont pas obtenu de consensus. Le gouvernement cubain a déjà annoncé qu'il ne se prêterait pas à cette farce et qu'il rejetait la résolution adoptée, tandis qu'il se prépare à la prévisible utilisation massive de la force militaire.

EN BREF

LE BUSTE DU PRESIDENT OMAR TORRIJOS qui avait mystérieusement disparu de la place contigüe au Palais présidentiel la veille du passage des rois d'Espagne, a refait son apparition. Le FSLN avait protesté contre cette initiative de la mairie de Managua et avait exigé la restitution de ce symbole du nationalisme et de l'anti-impérialisme centraméricain.

LAPSUS. A l'occasion du premier anniversaire de son accession au pouvoir, la présidente Chamorro, célèbre pour ses gaffes et lapsus, a salué l'arrivée du président du Venezuela Carlos Andrés Perez par cette phrase : "Carlos Andrés, toi qui a toujours été aux côtés du peuple nicaraguayen et qui l'a tellement aidé au cours de la lutte anti-sandiniste ...euh...pardon...anti-somoziste..." Un lapsus qui en dit long.

MORTS DE FAIM. Cinq indiens sumus sont morts de faim au cours des derniers mois dans la Région de l'Atlantique nord, qui ne reçoit plus ni médicaments ni nourriture.

LE MINISTERE DE L'EDUCATION a décidé, sous la pression, de retirer provisoirement de la circulation les manuels d'Histoire destinés à une classe du primaire et qui contenaient des attaques violentes contre le FSLN.

PRIVATISER LES LYCEES? Alors que la grève des enseignants pour la défense de leur statut (qui détermine les salaires) et de leur convention collective s'étend, le

ministère de l'Education propose de privatiser certains lycées pour régler la question des bas salaires.

LES LICENCIES DU MINISTERE DE L'INTERIEUR, dans le cadre d'une action nationale pour obtenir les prestations sociales auxquelles ils ont droit, ont occupé des installations du ministère pour obliger le ministre Carlos Hurtado à négocier. Ils vont finalement être reçus, gagnant au passage la reconnaissance officielle de leur organisation, l'Association des anciens combattants du ministère de l'Intérieur qu'ils viennent de fonder.

FRONT DE LUTTE. Le Front national des travailleurs, le Mouvement communal, la Jeunesse sandiniste et plusieurs autres organisations se sont unies pour former le Front de lutte populaire.

ELECTIONS A SUBTIAVA. La liste sandiniste a gagné les élections pour la présidence de la Communauté indigène de Subtiava, à Léon. Le candidat de l'UNO se plaint d'être victime d'une fraude électorale, affirmation que dément le conseiller municipal UNO Emilio Montes, qui est aussi membre du Conseil électoral régional. Les latifundistes somozistes qui demandent qu'on leur rende les terres de la Communauté indigène avaient distribué aux électeurs de "généreuses" donations en nourriture et autres.

ELECTIONS DANS LES LYCEES. Dans de nombreux lycées, la Jeunesse sandiniste gagne les élections de la Fédération étudiante du secondaire (FES) par une large majorité. L'an dernier, sa victoire sur les organisations lycéennes de l'UNO avait été moins écrasante.

BAISSE DU PRIX du diesel, du gaz et des transports: le gouvernement a pris cette décision pour faire baisser le coût du "panier de la ménagère". Dans le même but, il projette une "baisse sensible" des impôts aux entreprises.

LA COMMISSION DU NIVEAU DE VIE vient d'être formée. Créée par un décret du gouvernement, cette commission est composée des représentants des organisations qui ont participé à la concertation. Elle doit réaliser un "calcul scientifique" du coût du "panier de la ménagère" qui servira de point de référence pour fixer le salaire minimum et déterminer les augmentations de salaires nécessaires pour maintenir le pouvoir d'achat.

HIT PARADE DE LA CORRUPTION. Le quotidien sandiniste Barricada a publié la liste des huit plus gros scandales qui ont secoué les sphères gouvernementales en un an. Le dernier en date est la liquidation par Silvano Ma-

tamorros, ministre de la Sécurité sociale et du bien-être (INSSBI), de deux magasins d'optique appartenant au ministère et qui pratiquaient des prix intéressants. Leur fonds a été vendu au privé, entre autres à deux magasins d'optique appartenant à...Silviano Matamorros.

GUATEMALA. Le gouvernement et la guérilla sont parvenus à un premier accord dans le processus de paix. Ils ont signé un document qui établit la procédure pour la négociation, dont les principaux thèmes seront la démocratisation, les droits de l'homme, la question indigène, le rôle de l'armée et la question agraire. La prochaine rencontre devrait avoir lieu au cours du mois de mai.

BELIZE. Le ministre des Transports du Belize a déclaré à un quotidien guatémaltèque que son pays allait offrir au Guatemala une partie de ses eaux territoriales. Les frontières maritimes du Belize et du Honduras bloquent jusqu'à présent l'accès à la mer Caraïbe du Guatemala. "Nous voulons vivre en paix", a expliqué le ministre.

IMPRESSUM Editeur du Bulletin Hebdomadaire: ANN Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA, case postale 7671, CH-8023 Zurich. Rédactrices responsables: Katrin Fink et Ursula Regli. Coordinateur: Martin Muheim.

Télex: (45) 817585158 com ch. Electronic mail: GeoMail NET3:ANN-EUROPA; DASnet (DCFCM3)ANN-EUROPA; Internet ANN-EUROPA@NET3.GEOMAIL.ORG;

Rédaction et traduction au Nicaragua: Michèle Faure et Frédérique Perrin. Téléphone: (505) 2/2'72'53

Prix annuel pour particuliers: FF 458 / CHF 124; pour comités de solidarité: FF 900 / CHF 265; pour institutions: FF 1'300 / CHF 370. Surcharge pour service aéropostal CHF 21. Un paiement semestriel est possible. Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

